

SECRETARIAT GENERAL pour les Affaires Régionales

Saint-Denis, le 29 juillet 2020

ARRETE Nº 2584

Réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion pour le mois de août 2020

Le préfet de La Réunion Chevalier de la légion d'honneur Officier de l'ordre national du mérite

Vu l'article L. 410-2 du livre IV du code de commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence et le décret n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application;

Vu les articles R671-14 à R671-22 du livre VI de la partie réglementaire du code de l'énergie contenant des dispositions relatives au pétrole dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 février 2014 relatif à la mise en œuvre des articles précités du code de l'énergie réglementant les prix des produits pétroliers ainsi que le fonctionnement des marchés de gros pour la distribution de ces produits dans le département de La Réunion;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1393 modifié du 31 juillet 2015 fixant la règlementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2583 du 29 juillet 2019 modifiant l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015 fixant la règlementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2267 du 30 juin 2020 règlementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de la Réunion à compter du 1^{er} juillet 2020 ;

Vu la communication aux membres de l'observatoire des prix et des revenus en date du 29 juillet 2020 ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales;

ARRETE

Article 1 : Dans le département de La Réunion, le prix de vente maximal de certains hydrocarbures liquides et du gaz domestique, déterminé en application de la structure de prix résultant des dispositions des articles R.671-14 à R.671-22 du livre VI du code de l'énergie, de l'arrêté interministériel du 5 février 2014 et de l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015, est le suivant à compter du 1^{er} août 2020 à 0 H :

- SUPER	1,27	€/litre
- GAZOLE	0,97	€/litre
- GAZ BUTANE	16,64	€/bouteille
- GAZOLE NON ROUTIER	0,6	€/litre
- PETROLE LAMPANT	0,59	€/litre

Article 2 : Le prix de vente maximal du supercarburant et du gazole détaxés, <u>destinés aux professionnels de la mer</u>, est le suivant <u>à compter du 1^{er} août 2020 à 0 H</u>:

- SUPER CARBURANT	0,60	€/litre
- GAZOLE	0,59	€/litre

Article 3 : Pour information, ces prix de vente maximum se décomposent comme suit :

€/litre	SP	SP Bleu	GAZOLE	GNR	PL	Gazole Bleu	GAZ 12,5 KG
Prix maxi HT des importations	0,2978	0,2978	0,3033	0,3033	0,3033	0,3033	5,5816
Prix maxi TTC du passage	0,0185	0,0185	0,0185	0,0185	0,0185	0,0185	3,4599
Prix maximum, TTC, de distribution au stade de gros	1,1490	0,4790	0,8490	0,4790	0,4690	0,4690	15,0348
	marge maxi:	marge maxi:	marge maxi:	marge maxi:	marge maxi :	marge maxi :	marge maxi:
	0,0967	0,0901	0,0884	0,0948	0,0906	0,0848	5,8694
	dont arrondi :	dont arrondi :	dont arrondi :	dont arrondi :	dont arrondi :	dont arrondi :	dont arrondi
	0,0017	0,0046	-0,0029	0,0043	-0,0038	-0,0045	0,0037
Prix maximum, TTC, de distribution au stade de détail	1,2700	0,6000	0,9700	0,6000	0,5900	0,5900	16,6400
	marge maxi:	marge maxi:	marge maxi:	marge maxi:	marge maxi :	marge maxi:	marge maxi:
	0,1210	0,1210	0,1210	0,1210	0,1210	0,1210	1,6052

Article 5: Le secrétaire général, le secrétaire général pour les affaires régionales, les sous-préfets de Saint-Benoît, Saint-Paul et Saint-Pierre, le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion, le colonel commandant la gendarmerie de La Réunion, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur de la Mer-Sud océan Indien, le directeur régional des douanes et droits indirects de la Réunion et tous agents dûment habilités en matière de prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet

